



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 février 2000  
Français  
Original : anglais

---

## Comité de l'information

Vingt-deuxième session

1er-12 mai 2000

Questions de fond

## Les centres d'information des Nations Unies en 1999 : ressources provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies

### Rapport du Secrétaire général

#### I. Introduction

1. Les centres d'information des Nations Unies favorisent une meilleure compréhension de l'action de l'Organisation en touchant directement tous les secteurs de la société civile et en appelant l'attention sur les questions prioritaires dont s'occupe l'ONU et qui ont une incidence sur la vie de tous les habitants de la planète. Ils entretiennent des liens de collaboration étroits avec les médias locaux, nouent des partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) en vue d'élargir la portée de leurs campagnes d'information et collaborent avec les éducateurs locaux à l'élaboration de programmes de familiarisation aux activités de l'Organisation.

2. Dans sa résolution 54/82 B du 6 décembre 1999, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de continuer d'étudier les moyens d'assurer une répartition rationnelle et équitable des ressources disponibles entre tous les centres d'information, et de rendre compte de la question au Comité de l'information à sa vingt-deuxième session, en mai 2000.

3. Le présent rapport, soumis conformément à la demande de l'Assemblée générale, rend compte des principales activités des 65 centres d'information en

service en 1999; des mesures prises pour les renforcer; et des ressources allouées à leur fonctionnement. Il ne rend pas compte des activités des services d'information des Nations Unies à Genève et à Vienne, dont les allocations budgétaires sont déterminées séparément au titre du chapitre 26 du budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 (information), ni des services d'information des commissions régionales, qui fonctionnent dans le cadre des mandats administratifs et budgétaires de chaque commission.

#### II. Principales activités menées par les centres en 1999

4. En adaptant les programmes d'information aux attentes du public dans les pays qu'ils desservent, les centres d'information ont, pendant la période à l'examen, continué de jouer un rôle important en tant que porte-parole de l'Organisation à l'échelon local.

5. Des manifestations spéciales, telles que l'Année internationale des personnes âgées, ont permis aux centres de renforcer encore leur influence en associant des partenaires locaux aux activités d'information. Ces partenariats ont débouché sur un large éventail d'activités de sensibilisation, organisées autour du

thème « Vers une société pour tous les âges », notamment des séminaires, concerts et autres manifestations. Les centres d'information, qui ont eu un effet catalyseur, ont réussi à rassembler jeunes et personnes âgées, organisations non gouvernementales et autorités compétentes pour réfléchir aux besoins des personnes âgées et aider à mieux faire connaître le rôle essentiel qu'elles jouent dans tous les secteurs de la société.

6. Parmi les activités mises en oeuvre par les centres pour célébrer l'Année internationale des personnes âgées, il convient de mentionner notamment une « marche pour la vie », organisée par le Centre d'information des Nations Unies à Accra et le Ministère du travail et des affaires sociales du Ghana, qui a réuni plus de 1 000 participants; la publication, dans plusieurs journaux nationaux et régionaux, de messages d'intérêt public visant à sensibiliser le public à la réalité des personnes âgées, par le Centre d'information des Nations Unies à Buenos Aires, en coopération avec l'agence publicitaire Ogilvy and Mather; une manifestation sportive à l'intention des personnes âgées, organisée par le Centre d'information des Nations Unies à Islamabad et les bureaux locaux des organismes des Nations Unies; l'acquisition de cabines de douche mobiles pour les pensionnaires d'un centre pour personnes âgées de Moscou ayant des difficultés à se déplacer, grâce à un don d'une entreprise locale, à l'initiative du Centre d'information des Nations Unies à Moscou; une réunion d'information sur le vieillissement, organisée par le Centre d'information de Washington, au National Press Club, avec la participation de responsables de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

7. Par ailleurs, les centres d'information ont réuni des responsables gouvernementaux, des travailleurs sociaux et des groupes de femmes pour examiner la synergie entre population et développement, dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation de la suite donnée au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Plusieurs centres ont fait traduire dans des langues locales les documents d'information spécialement élaborés pour cette occasion, les ont largement diffusés et les ont affichés sur leur site Web. En outre, les centres d'information ont tenu des conférences de presse, contacté des éditorialistes et donné des interviews pour des chaînes de radio et de télévision, favorisant ainsi une importante couverture médiatique de ces questions avant la session extraordinaire. Plusieurs centres

d'information ont également organisé des débats sur les questions de population auxquels ont participé des experts du Fonds des Nations Unies pour la population et des représentants de la société civile en vue d'analyser les conclusions de la session extraordinaire.

8. Les partenariats ont également été au centre des activités de sensibilisation mises en oeuvre par les centres d'information pour la Journée des Nations Unies. Parmi les manifestations spéciales organisées à cette occasion, il convient de citer notamment l'exposition interorganisations organisée à Rome en collaboration avec la municipalité, qui a accueilli près de 30 000 visiteurs, ainsi que la Marche pour la paix de Santa Fé de Bogotá, qui a rassemblé 1 million de personnes.

9. Pendant toute l'année 1999, les centres d'information ont continué de coopérer étroitement avec les opérations de maintien de la paix. Le Département de l'information a monté une exposition sur le thème : « Maintien de la paix : un demi-siècle d'expérience », que les centres d'information de Bonn, Bruxelles et Tokyo et le service d'information de Vienne ont accueillie en 1999. Il est prévu de la présenter également dans d'autres pays.

10. L'appui aux activités d'information des opérations de maintien de la paix a constitué l'une des principales activités des centres d'information en 1999, notamment en ce qui concerne le Timor oriental et le Kosovo. Le Centre d'information des Nations Unies à Lisbonne a fourni une assistance à la Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO) en élaborant et en diffusant du matériel d'éducation civique en portugais, en tenant des réunions d'information sur les modalités d'inscription sur les listes électorales pour les Timorais résidant au Portugal et en organisant un débat public sur la question du Timor oriental. Le Centre a également conçu un message d'information sur le processus d'inscription des électeurs, qui a été diffusé sur la chaîne de télévision nationale. Grâce à ces efforts, les activités de la MINUTO ont été largement couvertes par la presse portugaise. Le Centre d'information de Jakarta a publié des communiqués de presse en bahasa indonesia et en anglais indiquant l'emplacement des centres d'inscription des électeurs à Jakarta, et a tenu une conférence de presse pour expliquer les objectifs du référendum. Le Centre a aussi traduit les accords sur le Timor oriental en bahasa indonesia et en tetum. Le Centre d'information des Nations Unies à Sydney a également apporté son soutien à la

MINUTO, notamment en fournissant des informations pertinentes aux Timorais vivant en Australie.

11. De même, les centres d'information des Nations Unies ont été la principale source d'information des médias au niveau local en ce qui concerne les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Pour ce faire, ils ont suivi de près les décisions prises par le Conseil de sécurité et ont diffusé des traductions en langue locale des principaux documents affichés sur la page Kosovo du site Web de l'ONU. Par ailleurs, des responsables de nombreux centres ont accordé des interviews sur la question aux organes de presse nationaux et régionaux.

12. La formation du personnel des centres d'information est demeurée un objectif prioritaire en 1999. En septembre, le Département de l'information a organisé, à Genève, un séminaire d'information à l'intention de fonctionnaires de l'information recrutés sur le plan national et d'assistants d'information provenant de 18 centres d'information d'Afrique et de pays de l'ex-Union soviétique. Le programme était axé sur le rôle important que jouent les centres d'information qui divulguent, au niveau local, les grands desseins de l'Organisation et collaborent étroitement avec les organismes des Nations Unies pour donner de l'Organisation une image cohérente en exploitant au mieux les techniques de communication. En outre, un atelier de formation à Internet a été organisé au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en décembre 1999, à l'intention de 12 aides-bibliothécaires. L'atelier a permis de mettre en lumière toutes les possibilités de recherche existant sur le site Web de l'ONU, et de démontrer l'utilité de la base de données Internet.

13. Internet est devenu indispensable aux centres d'information en tant que nouvel outil de diffusion de l'information. À ce jour, 30 centres ont créé des sites Web en langue locale. Outre des informations actualisées sur les activités des centres, ces sites proposent un lien avec le site Web de l'ONU. La demande pour des informations approfondies nécessitant des recherches et une intervention du personnel des centres ne cesse de croître du fait de l'augmentation constante du nombre de personnes ayant accès à des informations sur l'ONU par le biais d'Internet. Toutefois, celui-ci n'a pas remplacé les moyens de diffusion traditionnels de l'information, y compris les contacts personnels avec les médias locaux et les représentants des organisations non gouvernementales, ou l'élaboration de publications

en langue locale et la production de programmes radiotélévisés par les centres; il est simplement devenu un outil supplémentaire de diffusion de l'information.

14. Alors que l'année touchait à sa fin, les centres d'information ont abordé la préparation des manifestations du millénaire en s'attachant à montrer que les buts et les activités de l'ONU sont toujours aussi proches des préoccupations des hommes et des femmes partout dans le monde et en diffusant le message prononcé par le Secrétaire général à cette occasion. Grâce aux centres d'information, le message du Secrétaire général, enregistré sur vidéocassette, a pu être projeté sur des écrans géants et diffusé dans le monde entier. Début janvier 2000, il avait déjà fait l'objet de 119 reportages radiophoniques, 108 reportages télévisuels et près de 212 articles de journaux à travers le monde.

### III. Ressources

15. En 1999, le fonctionnement des 61 centres d'information des Nations Unies a été financé au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et de contributions des gouvernements. Compte tenu de la situation au niveau local, on comptait toujours quatre centres non opérationnels. Des efforts sont actuellement déployés pour réouvrir les centres d'information de Managua et de Monrovia en 2000, en coopération avec les gouvernements hôtes et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Département de l'information a également fourni du personnel et des ressources pour assurer le fonctionnement des services d'information de Bangkok, Beyrouth, Genève et Vienne ainsi que pour les antennes d'information des Bureaux des Nations Unies en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Érythrée, en Géorgie, au Kazakhstan, en Ukraine et en Ouzbékistan.

16. Il existe toujours 18 centres d'information intégrés à des bureaux extérieurs du PNUD, chiffre inchangé depuis 1992. Dans 15 autres centres, les directeurs n'étaient pas des fonctionnaires du Département de l'information, mais suite à la demande formulée par ce dernier, les représentants résidents du PNUD ont rempli les fonctions de directeur par intérim.

17. Les ressources humaines continuent d'être l'élément déterminant. Si l'on veut qu'ils continuent de fonctionner avec efficacité, les centres doivent être dotés de personnel compétent en nombre suffisant, tant

dans la catégorie des administrateurs que dans celle des services généraux. En 1999, 104 fonctionnaires des centres ont participé à des sessions de formation, essentiellement pour apprendre à utiliser les outils les plus modernes en matière de technologie de l'information. Comme il a été indiqué plus haut, des séminaires de formation ont également été organisés à l'intention de fonctionnaires de l'information recrutés sur le plan national provenant de centres d'Afrique et d'antennes d'information de bureaux des Nations Unies, ainsi que d'aides-bibliothécaires de certains centres.

18. En 1998-1999, le nombre total de postes approuvés pour l'ensemble des centres a été réduit de 10 % par rapport à l'exercice biennal précédent, et de plus de 40 % par rapport au niveau de 1990. En 1999, le réseau des centres d'information des Nations Unies n'était doté que de 228 postes, dont 44 postes de fonctionnaire de l'information. Alors qu'en 1992, les centres comptaient 65 postes d'administrateur (dont deux postes extrabudgétaires), il n'en restait plus que 35 en 1999. Ce chiffre ne comprend pas les postes alloués aux services d'information de Genève et de Vienne et aux antennes d'information des Bureaux des Nations Unies. Les accords avec le PNUD, d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires locaux ainsi que les généreuses contributions des gouvernements hôtes ont permis d'assurer le fonctionnement du réseau de centres d'information des Nations Unies à leur niveau actuel. En outre, le recours accru des centres aux nouvelles techniques d'information et de communication a permis de compenser à des degrés divers les pertes en ressources humaines.

19. L'essentiel des crédits de fonctionnement pour 1999 a servi à couvrir la location et l'entretien des bureaux, des bibliothèques de références et des salles de réunion et les dépenses de communication ainsi que l'achat et l'entretien du matériel informatique et du matériel de bureau. Une part des ressources a été allouée à la traduction et à l'impression des documents en langues locales ainsi qu'aux voyages effectués dans les zones desservies par les centres d'information.

20. En 1999, les centres ont continué d'être équipés en matériel informatique et en matériel de bureau. Tous les centres d'information sont maintenant dotés de nouveaux ordinateurs, de nouvelles imprimantes et d'autre matériel de traitement de données. La plupart ont accès à l'Internet et le nombre de sites Web gérés par les centres augmente sans cesse. Des fonds ont été

alloués pour former le personnel des centres aux technologies de l'information, notamment pour ce qui est de la recherche documentaire, de la production et des communications.

21. En 1999, le niveau des fonds extrabudgétaires a augmenté par rapport à l'année précédente. Il convient de signaler que l'assistance financière fournie par plusieurs gouvernements hôtes a été extrêmement précieuse pour les centres d'information et pour la poursuite de leurs activités. Outre le versement de contributions financières annuelles, plus de 30 gouvernements ont continué à mettre à la disposition des centres d'information des locaux à titre gracieux. Certains ont assuré le financement de postes extrabudgétaires, tandis que d'autres ont fourni des contributions ponctuelles pour financer des projets d'information particuliers. Toutes ces contributions sont grandement appréciées. On trouvera à l'annexe au présent rapport une ventilation de l'aide fournie par les gouvernements hôtes aux centres d'information en 1999.

## Annexe

### Allocation de ressources pour la location de locaux et assistance du gouvernement hôte

Centres	Date de création	Postes du Département de l'information (1999)	Location de locaux en 1999 (en dollars É.-U.)	Appui du gouvernement hôte	
				Personnel engagé au moyen de fonds extrabudgétaires	Contributions en espèces reçues en 1999 (en dollars É.-U.)
Accra	Mars 1958	P-4, 5 agents locaux	Gratuit		
Alger <sup>a</sup>	Septembre 1963	2 agents locaux	Gratuit		
Ankara <sup>a</sup>	Mars 1975	2 agents locaux	7 500		
Antananarivo <sup>a</sup>	Janvier 1963	2 agents locaux	6 500		
Asunción <sup>a</sup>	Octobre 1962	2 agents locaux	16 000		
Athènes	Avril 1954	P-5, 5 agents locaux	55 000		53 024,08
Beyrouth	Septembre 1962	P-3, 4 agents locaux	Gratuit		
Bonn	Janvier 1995	D-1, 3 agents locaux	Gratuit		
Brazzaville	Juin 1983	3 agents locaux	Gratuit		
Bruxelles	Janvier 1975	5 agents locaux	110 000		65 594,74
Bucarest <sup>a</sup>	Juin 1970	1 agent local	Gratuit	2 agents locaux	31 834,97
Buenos Aires	Novembre 1948	P-4, 5 agents locaux	Gratuit		70 140,28
Bujumbura	Juin 1961	2 agents locaux	Gratuit		Non reçue depuis 1992
Le Caire <sup>a</sup>	Avril 1949	P-5, 5 agents locaux	1 265		234
Colombo <sup>a</sup>	Août 1961	3 agents locaux	Gratuit		612
Copenhague	Décembre 1946	P-5, 5 agents locaux	Gratuit		Non reçue depuis 1998
Dakar	Avril 1964	3 agents locaux	Gratuit		
Dar es-Salaam	Juin 1961	3 agents locaux	Gratuit		
Dhaka	Août 1981	4 agents locaux	18 000		3 101,74
Harare	Novembre 1982	P-5, 5 agents locaux	Gratuit		
Islamabad	Mars 1951	P-4, 4 agents locaux	12 318		7 390,68
Jakarta	Août 1985	P-5, 3 agents locaux	Gratuit		
Kaboul <sup>b</sup>	Octobre 1959				
Katmandou <sup>a</sup>	Avril 1964	2 agents locaux	4 000		Non reçue depuis 1993
Khartoum	Octobre 1963	4 agents locaux	Gratuit		
Kinshasa <sup>a</sup>	Juillet 1964	2 agents locaux	27 000		
Lagos	May 1967	P-5, 4 agents locaux	27 000	2 agents locaux	Non reçue depuis 1999
La Paz <sup>a</sup>	Septembre 1963	3 agents locaux	8 300		Non reçue depuis 1999
Lima	Avril 1960	5 agents locaux	36 000		
Lisbonne	Novembre 1977	P-4, 3 agents locaux	Gratuit	2 agents locaux	71 568,45
Lomé <sup>a</sup>	May 1962	4 agents locaux	Gratuit		
Londres	January 1947	D-1, 7 agents locaux	96 000		

<i>Centres</i>	<i>Date de création</i>	<i>Postes du Département de l'information (1999)</i>	<i>Location de locaux en 1999 (en dollars É.-U.)</i>	<i>Appui du gouvernement hôte</i>	
				<i>Personnel engagé au moyen de fonds extrabudgétaires</i>	<i>Contributions en espèces reçues en 1999 (en dollars É.-U.)</i>
Lusaka	Octobre 1975	3 agents locaux	Gratuit		
Madrid	Mai 1986	P-5, 5 agents locaux	Gratuit		24 183,19
Managua <sup>a, b</sup>	Juillet 1984		Gratuit		Non reçue depuis 1995
Manama	Novembre 1977		Gratuit	3 agents locaux	33 000
Manille	Août 1953	4 agents locaux	Gratuit		
Maseru <sup>a</sup>	Février 1979	3 agents locaux	Gratuit		
Mexico	Août 1947	P-5, 6 agents locaux	125 000		974,11
Monrovia <sup>b</sup>	Octobre 1950				
Moscou	Avril 1948	D-1, 5 agents locaux	41 140		
Nairobi	Août 1974	3 agents locaux	12 660		
New Delhi	Janvier 1947	D-1, 5 agents locaux	Gratuit		
Ouagadougou	Avril 1982	P-4, 5 agents locaux	Gratuit		
Panama <sup>a</sup>	Septembre 1984	2 agents locaux	Gratuit	3 agents locaux	48 680
Paris	Mars 1947	D-1, P-3, 8 agents locaux	Gratuit		8 143,64
Port of Spain	Janvier 1962	P-4, 4 agents locaux	41 000		1 932
Prague	Décembre 1947	P-4, 4 agents locaux	200		46 107,14
Pretoria	Mars 1996	P-5, 3 agents locaux	Gratuit		
Rabat	Décembre 1962	5 agents locaux	13 000		6 145
Rio de Janeiro	Mars 1947	P-5, 5 agents locaux	Gratuit		Non reçue depuis 1992
Rome	Juillet 1958	D-1, 5 agents locaux	300		
Sanaa	Avril 1994	P-4, 2 agents locaux	Gratuit		
San Salvador <sup>b</sup>	Juillet 1960				
Santa Fé de Bogota	Mai 1954	P-5, 5 agents locaux	94 000		73 284
Sydney	Novembre 1948	P-5, 5 agents locaux	53 000		
Téhéran	Mai 1950	P-4, 2 agents locaux	90 000		
Tokyo	Avril 1958	D-1, 7 agents locaux	208 308		150 000
Tripoli	Janvier 1980		Gratuit	3 agents locaux	349 223,58 (99/98)
Tunis	Mai 1960	4 agents locaux	Gratuit		
Varsovie	Août 1995		Gratuit	3 agents locaux	49 549
Washington	Octobre 1946	D-1, P-4, 6 agents locaux	155 880		
Windhoek	Octobre 1992	3 agents locaux	35		
Yangon <sup>a</sup>	Juin 1959	4 agents locaux	400		
Yaoundé	Octobre 1965	4 agents locaux	Gratuit		Non reçue depuis 1990

<sup>a</sup> Centres intégrés.

<sup>b</sup> Centres non opérationnels.

